

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Triple A de la France : Une fiction dangereuse !

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 18 novembre 2011

Démocratie & Socialisme

Le triple A de la France est aujourd'hui une fiction. Dans la zone euro, les marchés financiers ont déjà, dans les faits, dégradé la note de la France. Pendant ce temps là, Bruno Lemaire et François Baroin multiplient les déclarations sur la soi-disant guerre de la droite contre les marchés.

Le mouton recouvert d'une peau de lion

Depuis 2007, les gouvernements Sarkozy successifs ont accepté toutes les exigences des marchés financiers et des agences de notation. Ils ont mené leur réforme scélérate des retraites pour, affirmaient-ils, garder la note AAA de la dette publique française. Ils ont versé des dizaines de milliards aux banques sans leur demander, en contrepartie, le moindre changement dans des pratiques qui avaient mené à l'économie au bord du gouffre en 2007-2008. Malgré le discours de Toulon de Nicolas Sarkozy en septembre 2008 où il affirmait « L'idée que les marchés ont toujours raison est une idée folle », Sarkozy, ses gouvernements et la majorité de droite ont continuellement donné raison aux marchés financiers.

Mais c'est cette droite que deux ministres de Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire et François Baroin, en réponse à une remarque de François Hollande sur la note triple A de la dette publique française, prétendent nous présenter en pourfendeur des marchés financiers, en guerre contre la spéculation pour que la politique arrive à « reprendre la main sur les marchés ».

A la vue de cette droite, de ce mouton recouvert d'une peau de lion, les opérateurs financiers, les banquiers n'ont pu que regarder le calendrier et éclater de rire en constatant qu'Halloween était passée depuis déjà plusieurs jours.

Sarkozy et Merkel ont accordé tout ce qu'exigeaient les marchés :

- ▶ Des dizaines de milliards pour essayer de sauver les banques créancières de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal et qu'ils appellent « aide à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal ».
- ▶ La création d'un « Fonds de sauvetage de la finance » qu'ils appellent « Fonds européen de stabilité financière » et qu'ils voudraient doter d'une puissance de feu de 1 000 milliards d'euros pour tenter de sauver les créanciers de l'Italie.
- ▶ Des plans d'austérité imposés aux salariés grecs, irlandais, portugais, espagnols, et maintenant italiens et français. Une austérité qui, en se généralisant, généralise la récession à toute l'Union européenne.

Pourtant, les marchés ne sont pas « rassurés » pour autant :

- ▶ Après l'accord du 26 juillet, les marchés devaient être « rassurés ». Ils ne l'ont pas été. Les cours boursiers ont subi une descente aux enfers continue pendant tout l'été. Le cours des actions des banques françaises s'effondraient. Les taux de la dette italienne montaient. Les marchés n'avaient pas confiance.
- ▶ Qu'à cela ne tienne, l'accord du 27 octobre devait tout arranger. Patatras ! Après une journée d'euphorie, les cours boursiers se remettaient à dégringoler. Les marchés n'avaient toujours pas confiance.
- ▶

Les « rassureurs » de marchés, eux, ne perdaient pas confiance : il suffisait de se débarrasser de Papandréou et de Berlusconi pour que les marchés soient « rassurés ». Les anciens de Goldman Sachs (la banque qui avait aidé à maquiller les comptes de la Grèce) sont maintenant aux commandes : Mario Draghi à la Banque centrale européenne, Mario Monti en Italie et Loukas Papademos en Grèce. Mais les titres de la dette publique italienne ne trouvent pas grâce pour autant auprès des marchés financiers. Le 14 novembre, l'Italie émettait 3 milliards d'euros d'obligation à 5 ans à un taux record depuis 1997 : 6,29 % contre 5,32 % le 13 octobre. Les marchés n'ont toujours pas confiance.

Le « triple A » de la France

Le triple A de la France est une fiction dangereuse entretenue par les agences de notation pour leur permettre de peser sur le résultat de l'élection présidentielle de 2012 et le contenu des programmes des candidats.

Dans la zone euro, les marchés financiers ont déjà, dans les faits, en fonction des taux auxquels ils rachètent les titres des différentes dettes publiques, classé les principales dettes publiques en 4 groupes [\[1\]](#) :

► 1er groupe : l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, le Luxembourg, la Finlande

Les taux auxquels les marchés financiers achètent les nouveaux titres de leur dette publique vont de 1,80 % pour l'Allemagne à 2,50 % pour les Pays-Bas. Ce sont, dans la zone euro, les seuls réels survivants du triple A. Il faut d'ailleurs constater que, même dans ce groupe, les taux tendent à diverger entre l'Allemagne et les autres pays.

► 2ème groupe : L'Autriche, la France et la Belgique

Les taux vont de 3,40 % pour l'Autriche à 4,60 % pour la Belgique en passant par 3,50 % pour la France.

La Belgique et la France sont dans le collimateur des marchés financiers et lorsqu'on est dans ce collimateur on n'en sort plus. L'Espagne que les marchés semblaient avoir oubliée, est là pour le rappeler : le 14 novembre, avec un taux de 6,06 %, l'écart de taux entre les obligations d'État espagnoles et allemandes atteignait un record historique : 4,28 points !

La Belgique doit le sursis dont elle jouit aujourd'hui au simple fait qu'elle n'a pas de gouvernement depuis plus de 500 jours. Dès qu'elle en aura un, on peut être sûrs que les marchés financiers s'acharneront sur les titres de sa dette publique (près de 100 % de son PIB) pour que ce nouveau gouvernement impose un plan d'austérité aux salariés belges, qu'ils soient Wallon ou Flamands.

Selon le jugement des marchés, ces deux pays sont bien loin de la note AAA. Ils risquent, à court ou moyen terme, de connaître le sort de l'Italie et de l'Espagne. Ce qui ne manquera pas d'être le cas si des plans d'austérité à répétition entraînent leurs économies dans la récession.

L'Autriche n'est pas encore dans la ligne de mire des marchés mais la récession qui se généralise à toute l'Union européenne risque fort de l'y placer.

► 3ème groupe : l'Italie à 6,30 % et l'Espagne à 6 %

Ces deux pays sont sur la sellette : à partir de 7 %, il devient quasi impossible à un Etat d'emprunter pour rembourser les titres de sa dette arrivés à échéance. Il n'a plus qu'à choisir : faire défaut de sa dette ou connaître le sort de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal en empruntant auprès du FMI et de l'Union européenne. Encore faudrait-il que ces derniers aient les moyens de leur prêter, ce qui est plus que douteux, même si un seul de ces deux pays se présentait au guichet.

► 4ème groupe : l'Irlande (8 %), le Portugal (12 %) et la Grèce (32 %)

Contrairement aux objectifs annoncés de la troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI) ces pays sont incapables de venir se refinancer sur les marchés financiers à des taux acceptables pour leurs économies. Ils sont condamnés, s'ils ne font pas défaut de leur dette publique, à des plans de rigueur à répétition imposés par la troïka, à la généralisation du chômage, du travail précaire et de la pauvreté, à la vente à prix bradés de leurs services publics aux multinationales européennes.

Pour ne pas laisser la France entrer dans le 2ème groupe (une catastrophe aux yeux de la droite) il aurait fallu que Sarkozy fasse une politique exactement contraire à celle qu'il a menée tout au long de son quinquennat et qu'il ait haussé vigoureusement les impôts des ménages les plus riches et des sociétés plutôt que, comme il l'a fait, de les baisser avec autant d'enthousiasme. Mais c'était beaucoup trop demander à un Président dont la politique n'est faite que pour les 1 % les plus riches de la population.

Ce sont ces baisses d'impôts des ménages les plus riches et des sociétés qui sont à l'origine de la plus grande partie de la dette publique actuelle et donc des attaques des marchés financiers. Ces baisses d'impôts, ces niches fiscales s'élèvent à 100 milliards d'euros pour la seule année 2010 si l'on ajoute à celles mises en place sous Sarkozy les baisses d'impôt qui avaient déjà été accordées sous le quinquennat de Jacques Chirac et de ses ministres des finances dont le plus acharné à baisser les impôts des riches et des sociétés ne fut autre qu'un certain Nicolas Sarkozy.

Jean-Jacques Chavigné

[1] Les chiffres ci-dessus concernent les obligations d'État à 10 ans et sont ceux du 14 novembre 2011. La polarisation entre le 1er groupe et les trois autres devrait encore s'accroître, en particulier entre l'Allemagne et les autres pays de la zone euro.